

Mali : centre de visite technique des véhicules, véritable lieu de business ? [Enquête]

La corruption autour de la visite technique des véhicules au Mali est un véritable problème de sécurité humaine. Autour de cette visite technique, un véritable réseau d'affairisme a été constitué, surtout par de jeunes vendeurs, afin de permettre aux chauffeurs d'avoir le plus vite possible le précieux sésame et les éviter de suivre la file indienne.

En 2019, entre le lycée Bemba Kanda Kéïta de Tienbani (dans le cercle de Kati) et une station d'essence, une voiture personnelle prend feu dans la rue. N'ayant pas d'extincteur dans sa RAV4, le chauffeur court à la station dans l'intention de prêter un extincteur. Les gérants lui rappellent : « *Tu es censé avoir un extincteur dans ton véhicule* ». Mais tel n'est pas le cas. La voiture a une visite technique, mais ne dispose d'aucun extincteur. Pourtant, la visite technique concerne aussi la vérification de la présence de ce matériel en plus du contrôle de l'état des freins, de l'identification, de l'éclairage, des pneus, du volant, de la géométrie, de la signalisation, des nuisances et bien d'autres accessoires. Cette visite est « *obligatoire pour tous les véhicules (sauf les véhicules de la présidence et ceux de l'armée)* ». Alors comment se fait-il que des véhicules se retrouvent sans extincteurs ?

En moyenne, 517 véhicules par jour

La visite technique des véhicules, qui se fait pour contrôler l'état du parc automobile du Mali, est un véritable lieu de business à Bamako. Confiée à une société privée depuis 1995, Mali Technic System, dont le centre unique à Bamako est à [Sogoniko](#), cette visite a perdu tout son sens en raison du réseau d'affairisme établi tout autour.

Dans ce centre unique, le plus souvent débordé, certains chauffeurs peuvent passer toute une journée sans avoir le

précieux sésame. En moyenne, ce centre reçoit 517 véhicules par jour. Cet afflux ouvre la voie à la corruption. Les uns et les autres se trouvent des raccourcis pour se procurer de leur visite technique. C'est ainsi qu'un véritable réseau voit le jour.

Dans « [les dimensions sécurité routière dans les projets sectoriels des transports en Afrique : le cas du Mali](#) », Soussouro Coulibaly, à l'époque, chef Division Sécurité des Transports à la Direction nationale des Transports terrestres, maritimes et fluviaux de Bamako, indique que si la société MTS a bien équipé les centres de contrôle de Bamako, Sikasso et Ségou, « *plusieurs centres non équipés fonctionnent et délivrent le même certificat de visite technique à l'instar des centres équipés* ». Selon lui c'est ce qui constitue le véritable problème : « *Cette situation ouvre la porte aux propriétaires de véhicules en mauvais état de passer leur visite dans les centres non équipés. Ainsi, la fiabilité du contrôle technique varie d'un centre à un autre* ».

Outre ces aspects, la corruption à ciel ouvert, entretenu par des réseaux d'affairisme, s'est aussi emparée de ce centre unique de visite technique.

« Il suffit juste de rajouter un billet de plus »

En nous déguisant en clients, nous avons pu nous renseigner auprès d'un jeune vendeur à côté du centre MTS sur la procédure à suivre pour obtenir une visite technique pour un véhicule qui souffre de quelques pannes. Le jeune homme, d'une vingtaine d'années, nous propose le paiement de 15 000 FCFA, si nous sommes prêts à conduire le véhicule jusqu'au centre, et 20 000 FCFA, si nous souhaitons obtenir le sésame en absence de l'engin au centre. Pourtant, les frais pour la visite technique sont de « *5 000 FCFA pour les véhicules légers et 6 000 FCFA pour les véhicules de transports/véhicules utilitaires et 8000 pour les poids lourds* », a-t-on lu sur le [site internet](#) du centre.

En plus de cet aspect, au centre Mali technic system, ces vendeurs tirent leur épingle du jeu à travers la location d'extincteurs que des chauffeurs louent pour juste passer la visite. Selon M.S, un chauffeur que nous avons rencontré sur les lieux, le prix pour la location d'un extincteur est de 1000 FCFA pour un extincteur qui coûte moins de 5000 FCFA sur le marché. H.D, un autre chauffeur dans le rang devant le centre, confie : « *Nous louons tous ici ces extincteurs pour passer notre visite* ». Au centre de Sogoniko depuis 8 h, Ibrahim Coulibaly, chauffeur de SOTRAMA (Société de transport malienne), attend toujours (aux environs de midi) le précieux sésame. Malgré tout, il garde le sourire aux lèvres et s'abstient de se prononcer ouvertement sur les tracasseries autour de la visite technique des véhicules. Néanmoins, il nous laisse comprendre que la « *corruption concerne tous les secteurs au Mali* ».

Quant à Bourama Touré, chauffeur de Taxi, qui vient pour la deuxième fois passer sa visite technique au centre de Bamako, celui-ci explique n'avoir jamais été confronté à un cas de tracasserie au sein du MTS. Néanmoins, il reconnaît avoir appris par l'intermédiaire de certains de ses collègues que dans ce centre, un véritable réseau existe pour faire passer les véhicules, même en panne.

Sur cet affairisme au MTS, Hamody Diarra, CEO Fassocanou et malien résident en France, indique : « *Le Mali dispose de très peu de centres de contrôle technique. Parmi les seuls qui existent, beaucoup font passer les véhicules sans contrôle* ». Selon lui, « *il suffit juste de rajouter un billet de plus* ».

Des réformes envisagées

Dans l'objectif de soulager les citoyens et de rendre la tâche plus facile aux agents du MTS tout en améliorant le service, le gouvernement malien avait lancé en 2013 un appel d'offres pour la [création d'un second centre](#) de visite qui allait être confié à une

autre société. Cet appel a tourné au vinaigre entre le gouvernement du Mali et le MTS. Dès lors, le monopole du marché est resté entre les mains de la société MTS.

En février 2015, Mali technic system avait annoncé, à travers Mme Touré Adam Diawara, à l'époque gérante adjointe de la société, [l'ouverture d'un second centre à Bamako](#). « *Nous avons commandé des matériels modernes pour cela et nous sommes en train de chercher un emplacement idéal pour installer ces matériels* », avait-elle rassuré. Mais force est de constater que jusqu'à nos jours ce second centre peine à voir le jour. Pourtant, la multiplication des centres est une recommandation formulée par des chauffeurs, comme Ibrahim Coulibaly, chauffeur de SOTRAMA. Celui-ci estime que l'ouverture d'autres centres pourrait éviter aux conducteurs de perdre du temps pour avoir le précieux sésame.

Après avoir déposé un courrier au Centre Mali technic system, nous nous y sommes rendus à plusieurs reprises, afin d'avoir plus d'éclaircissements, mais jusqu'au moment où nous mettons cet article sous presse, le MTS n'a pas donné suite à notre demande. Néanmoins, dans les coulisses du centre, nous avons appris que le projet de second centre est toujours en cours. Aussi, sur le [site internet de MTS](#), on peut lire : « *MTS met en place un nouveau site pour les visites techniques. Ce site répond à tous les critères de la nouvelle technologie afin de donner un service de qualité aux usagers.* » Ce nouveau site devait être lancé en 2020, mais en raison de la pandémie de covid-19, de derniers réglages restaient encore à faire, a-t-on appris.

Le centre travaille également à mettre fin aux actes de corruption, développés par de jeunes vendeurs autour du centre, afin d'améliorer le service, a-t-on appris dans les coulisses du MTS. Ces réformes sont nécessaires, car « *une voiture en bon état sauve des vies* ».

Fousseni Togola

Source : [Phileingora](#)